



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# Une première victoire des travailleurs de Bursa

## CONTRE LA MISE EN CONCURRENCE UN POINT D'APPUI POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 28 MAI 2015

Jeudi 14 mai, les travailleurs de l'usine Renault Oyak de Bursa en Turquie (4 800 salariés) se sont mis en grève pour refuser un accord signé par le syndicat «Turk Metal», syndicat dont les représentants sont liés aux patrons et qui va jusqu'à réprimer physiquement les ouvriers qui s'organisent. L'accord imposait 3% d'augmentation de salaire jusqu'en 2017, alors que leur pouvoir d'achat vient de perdre 20%, suite à la dévaluation de la monnaie turque.

Ils demandaient 20 à 60 % de hausse des salaires, ainsi que la garantie écrite qu'aucun gréviste ne soit licencié, que le syndicat «Turk Metal» soit chassé de l'usine et que des représentants élus par les travailleurs soient associés aux négociations.

### Une grève contagieuse

Le déclencheur du conflit a été le succès remporté par les ouvriers de Bosch, avec 60% d'augmentation des salaires.

Ensuite, le blocage de l'usine Renault a été le départ d'une puissante vague de grèves de 12 000 salariés qui a touché les usines Tofas (groupe Fiat), Mako et Coskunöz (deux équipementiers de Renault) ou encore Ford Otosan, paralysant une partie de l'industrie automobile turque.

Le slogan « *Renault, la résistance, c'est partout* » a été repris par des milliers d'ouvriers.

### La solidarité, c'est l'arme des travailleurs

Un slogan des grévistes a traduit leur détermination : « *Plutôt mourir que reculer* ».

Des groupes d'ouvriers sont venus devant l'usine en soutien aux grévistes barricadés à l'intérieur. On a apporté des couvertures pour affronter le froid, des commerçants ont apporté de la nourriture, les familles sont venues encourager les grévistes, des jeunes ont collé des affiches de soutien.

A Izmir, Ankara, Istanbul, Eskisehir, Alexandrette, etc., les travailleurs d'autres entreprises ont exprimé leur solidarité avec ceux de Bursa.

### Patrons, gouvernement et Turk Metal, main dans la main pour éteindre l'incendie

Patronat et gouvernement turc se sont dressés contre la grève, le ministre de l'industrie exigeant une reprise immédiate du travail, avant toute négociation. Dans ce pays où il est quasiment impossible de faire des grèves « légales », le procureur général de Bursa a engagé des poursuites pour cause de « grève illégale ». La police s'est positionnée aux abords de l'usine et a menacé d'intervenir si les travailleurs de l'extérieur cherchaient à entrer dans l'usine. Quant à la direction de Renault, elle a envoyé une lettre aux grévistes pour les avertir que *"leurs manifestations perturbent le travail, constituent un crime et que seront licenciés ceux qui poursuivent ces actions"*. Elle a même menacé de « *reconsidérer son investissement en Turquie* », maniant le chantage au maintien des usines comme elle l'a déjà fait en Roumanie, en Espagne ou en France.



### En Turquie comme ailleurs, on peut faire reculer les patrons

Mercredi 27 mai, le travail a repris à l'usine Renault de Bursa où un accord est intervenu avec les représentants des grévistes, stipulant que la direction s'engage à ne procéder à aucun licenciement, à retirer ses plaintes pour « *activité criminelle* » contre les grévistes, à reconnaître pour tous les travailleurs la liberté d'affiliation au syndicat de leur choix et le droit d'élire librement leurs porte-paroles. Et que jusqu'à cette élection, les porte-paroles de la grève restent reconnus par la direction. S'y ajoutent le paiement immédiat d'une prime de 360 €, plus 216 en fin d'année et l'engagement de rediscuter tous les salaires dans le délai d'un mois.

Face à l'offensive patronale pour baisser les salaires et dégrader les conditions de travail, en Turquie comme en France ou ailleurs, c'est une formidable victoire pour les ouvriers de Bursa. Mais c'est aussi un point d'appui pour tous les travailleurs de l'automobile, pour combattre la politique de mise en concurrence, de division des travailleurs d'un pays à l'autre.

## **Mobilisation dans les hôpitaux : ça continue !**

Les personnels des hôpitaux ont fait grève et manifesté jeudi dernier contre la volonté de leur direction de revenir sur les 35 heures et de supprimer leurs jours de RTT. Cette journée a été une franche réussite.

L'idée de s'en prendre aux 35 heures ne vient pas du seul directeur des hôpitaux parisiens, ni des responsables de la Fédération des hôpitaux : elle vient directement du Medef qui, depuis des mois, demande la fin ou au moins « l'assouplissement » de la loi des 35 heures.

Ainsi, c'est l'État qui donne le sale exemple, indiquant la voie à suivre au patronat. Mais les travailleurs des hôpitaux nous montrent eux-aussi le chemin à prendre en répondant massivement présents dans la rue aux appels à manifester. Jeudi a lieu une nouvelle journée de mobilisation dans les hôpitaux.

Il faudra qu'on se rejoigne, tous ensemble, dans la rue et dans la grève, public et privé, pour stopper les agressions du gouvernement et des patrons contre nos conditions de travail et nos emplois.

## **Non au flicage des chômeurs**

Les milliards d'aides octroyées aux entreprises dans le cadre du Crédit Compétitivité Emploi et du Pacte de Responsabilité ont un résultat nul en terme de créations d'emplois: le chômage est toujours aussi haut.

Malgré cela, pas question pour Hollande et son gouvernement de demander des comptes aux patrons. Non: ce sont les chômeurs qu'on va harceler. Pole Emploi va recruter 200 agents pour débusquer ceux des chômeurs qui ne mettraient pas assez d'énergie dans leur recherche d'emploi. La menace de radiation et de perte des allocations devrait pousser les chômeurs à accepter n'importe quel boulot précaire et mal payé. De quoi dégonfler un peu les statistiques du chômage, mais aussi de peser à la baisse des salaires pour ceux et celles qui ont encore la chance d'avoir un emploi. Ignoble scénario.

## **Projet de loi Rebsamen : tout pour les patrons...**

Les patrons sont vent debout sur la question du « compte pénibilité », prévoyant l'attribution de points permettant à certains salariés de partir en formation ou en retraite plus tôt, une contrepartie accordée lors de la réforme des retraites de 2013, et qui avait servi d'argument à la CFDT pour soutenir cette contre-réforme. Mais voilà, les patrons se plaignent que c'est trop compliqué. Alors, le gouvernement prévoit des assouplissements, traduisez est en train de revenir sur ces quelques maigres avantages accordés aux salariés.

## **...et tout contre les salariés**

Dans le même temps, dans les entreprises de plus de 199 et de moins de 300 salariés, le projet de loi prévoit de regrouper tous les délégués CE,

CHSCT et DP dans une seule et même instance. Et il ouvre même cette possibilité pour les entreprises de 300 salariés et plus, par voie d'accord majoritaire. Ce qui signerait là, en quelque sorte, la fin des comités d'hygiène et sécurité (CHSCT) qui disparaîtraient dans un ensemble plus vaste, avec moins de moyens. Car assurer la sécurité de leurs salariés, cela a toujours paru inutile et coûteux aux patrons. Avec Rebsamen, les voici rassurés... à moins que l'intervention des salariés ne les fasse déchanter !

## **Gattaz remet le couvert**

Et voilà que le patron des patrons revient sur une de ses idées fixes : repousser l'âge de la retraite à 67 ans. Il propose un abattement dégressif sur les pensions complémentaires perçues avant 67 ans. Pour un départ à la retraite à 62 ans par exemple, le salarié subirait une décote de 40%, puis de 30% à 63 ans, 18% à 64 ans, 2% à 65 ans et 1% à 66 ans. En clair, ou se serrer la ceinture de 62 à 67 ans, ou travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive.

## **Débat & Soirée festive organisée par le NPA à Rouen MJC Rive Gauche (métro St Sever)**

**Le 6 juin 2015  
de 17h00 à minuit**

- **à 17:00 h**: débat (gratuit) sur Révolution et Contre-révolution au Moyen-Orient, Printemps arabes, guerre en Syrie, Daesh, Palestine... avec **Julien Salingue** chercheur sur le Moyen-Orient, et **Richard Wagman**, auteur de *La Palestine, une question juive*
- **Ensuite: soirée festive**, des cartes à **8 €** (jeunes et précaires), à **12 €** (tarif normal) et **20 €** (tarif de soutien) seront vendues à l'avance par les militants du NPA. Prix comprenant l'entrée, le repas (+ 1 boisson) et le spectacle.

**Concert de MOTEMA**  
**groupe Afro-funk / Rock / Reggae**  
(entrée du concert sans repas sur place: **5 €**)

### **MAIL POUR NOUS CONTACTER:**

[nparenaultcleon@gmail.com](mailto:nparenaultcleon@gmail.com)

site national du NPA: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

site NPA agglomération Rouen: [www.npa76.org](http://www.npa76.org)

### **LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA** [www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique